De la question de l'imprévisibilité des révolutions et des bonnes (et moins bonnes) manières d'y répondre

François Chazel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ress/544>
DOI : 10.4000/ress.544
ISSN : 1663-4446

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2003
Pagination : 125-136
ISBN : 2-600-00878-0
ISSN : 0048-8046

Référence électronique

François Chazel, « De la question de l'imprévisibilité des révolutions et des bonnes (et moins bonnes) manières d'y répondre », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], XLI-126 | 2003, mis en ligne le 30 novembre 2009, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ress/544> ; DOI : 10.4000/ress.544

François CHAZEL

DE LA QUESTION DE L'IMPRÉVISIBILITÉ DES RÉVOLUTIONS ET DES BONNES (ET MOINS BONNES) MANIÈRES D'Y RÉPONDRE

L'ensemble d'événements que l'on a coutume de regrouper sous le nom de «révolutions» de l'Europe de l'Est – même si cette désignation générique recouvre des cas distincts, y compris du point de vue de leur degré révolutionnaire plus ou moins marqué – n'a pas seulement redéfini la carte géopolitique du monde, il a contribué à ébranler des convictions bien établies dans l'univers académique, touchant, bien sûr, à la conception des phénomènes révolutionnaires mais aussi – et surtout – aux ambitions scientifiques que sociologues et politologues assignaient conjointement à leur(s) discipline(s).

La première remise en cause a porté sur le modèle de la « grande révolution », dont il était postulé qu'elle s'accompagnait de la création d'un ordre et d'un homme radicalement nouveaux. L'inadéquation d'un tel modèle aux événements de l'Europe de l'Est a conduit les spécialistes à ne plus lui prêter un caractère universel, comme ils tendaient parfois implicitement à le faire, au moins pour les révolutions associées à la modernité. Leur embarras à l'égard de phénomènes qui ne rentraient guère dans leurs catégories habituelles d'analyse ne s'en est pas moins exprimé dans des formulations ambiguës, comme celle de « révolution de rattrapage » lancée par Habermas : l'idée qu'à travers celle-ci s'exprimerait un retour à la conception cyclique – et traditionnelle – des formes de pouvoir, comme si toute révolution ne présentait pas, sans doute de façon plus ou moins accusée, cette dimension de rattrapage, revenait à préserver de toute contamination la mythologie révolutionnaire. En fait c'est d'abord au simple respect d'une consigne élémentaire que nous invitent les « révolutions » de l'Europe de l'Est, à savoir l'impossibilité d'éluder la *spécificité* de phénomènes révolutionnaires *historiquement* situés.

La seconde remise en cause, qui nous intéressera essentiellement ici, touche à la vocation même de nos disciplines. Les événements de 1989 ont suscité, non seulement dans le grand public et de la part des hommes politiques mais aussi de la part des « scientifiques sociaux », une surprise aiguë : ces derniers ne les avaient pas du tout prévus et ils n'avaient rien anticipé de leurs enchaînements comme de leurs résultats. Ils ont donc été légitimement taraudés par la question de savoir si sociologues et politologues étaient susceptibles de prédire de tels phénomènes. Et ils ont tenté d'y répondre avec une inquiétude compréhensible, dans la mesure où beaucoup d'entre eux adhéraient à la vision classique – et positiviste – de la science, en vertu de laquelle celle-ci a pour vocation tout à la fois d'*expliquer* et de *prédire* les phénomènes.

Notre exposé visera à montrer que ces deux impératifs doivent être dissociés : la sociologie politique des révolutions n'a pas à les prédire, mais simplement à les

expliquer. Notre première partie sera consacrée au problème de la prédiction : nous rappellerons les débats qui se sont déroulés autour de ce thème, en nous efforçant de dégager les principaux facteurs d'imprévisibilité, qui contribuent à rendre illusoire toute prédiction. La deuxième et la troisième parties traiteront de la question de l'explication : nous soulignerons d'abord la persistance de schémas marqués par un déterminisme plus ou moins implicite, qui sont de nature à compromettre la validité de l'explication, avant de plaider pour l'analyse des mécanismes repérables dans une révolution, dont la mise en évidence ouvre la voie à une explication véritable. Celle-ci implique, nous semble-t-il, que l'on cherche à penser l'enchaînement des processus ; et, pour ce faire, il convient d'accorder la priorité aux mécanismes qui produisent tel ou tel résultat, plutôt qu'à ces résultats eux-mêmes.

Face à cette absence d'anticipation des événements révolutionnaires, quelques chercheurs ont adopté une position défensive et soutenue qu'il s'agissait d'une défaillance passagère, qui aurait tout à la fois pu et dû être évitée. Cette thèse a été notamment défendue avec vigueur par Jack Goldstone (1995), à partir de deux arguments d'une inégale portée. Le premier consiste en une forme de plaidoyer «*pro domo*» : il y a eu une absence de collaboration entre les experts des régions du monde concernées et les spécialistes des révolutions, qui auraient mieux su déchiffrer les données et observations dont disposaient les experts. Cet argument est souvent complété par un autre de même nature : les théories établies étaient datées et inadéquates, alors que des théories nouvelles auraient été plus adaptées à ce défi, comme le revendique avec quelque présomption Sidney Tarrow (1991) pour sa propre perspective d'analyse privilégiant « la structure des opportunités politiques ».

Le second argument avancé par Goldstone est plus fondamental : la prédiction serait tout à fait envisageable à partir d'un modèle construit autour des dimensions majeures mises en évidence par l'étude des révolutions. Plus spécifiquement, ce modèle reposerait sur la combinaison de trois conditions, à savoir 1) la perte d'efficacité de l'Etat dans sa maîtrise des ressources et dans sa capacité d'obtenir l'obéissance. 2) L'éloignement des élites de l'Etat et une sévère compétition entre elles. 3) La disponibilité d'une partie importante de la population à l'égard d'une mobilisation protestataire. Ainsi, selon Goldstone, tout passage d'une situation dans laquelle ces trois facteurs sont absents ou peu marqués à une autre dans laquelle ils sont réunis « constitue un déplacement le long de la trajectoire qui conduit de la stabilité à une situation révolutionnaire » (1995, p. 133).

On peut, nous semble-t-il, concéder sans difficulté ce point à Goldstone ; mais une proposition de ce genre ne suffit pas pour autant à *prédire* avec quelque rigueur l'éclosion d'une situation révolutionnaire. Il subsiste trop de sources d'incertitude, en particulier quant à l'émergence effective d'une mobilisation.

On est donc conduit à accorder quelque crédit aux différents arguments qui ont été avancés en faveur de la thèse de l'imprévisibilité. Niki Keddie (1995), qui a eu le mérite d'ouvrir ce débat à partir de l'exemple de la révolution iranienne, a, avec d'autres, contribué à lancer l'idée forte que les événements aux conséquences drastiques n'ont pas nécessairement, contrairement à nos attentes implicites, des causes d'une importance comparables. C'est autour d'un approfondissement systématique de cette idée que Timur Kuran a construit son ingénieuse théorie des

révolutions politiques non anticipées sur laquelle nous reviendrons : il reprend en tout cas à son compte le proverbe chinois, qu'aimait à reprendre Mao Tsê-Tung, « une seule étincelle peut mettre le feu à une prairie »¹ et souligne qu'un événement minime – qui entraîne une légère augmentation dans la taille visible de l'opposition – peut, par un jeu de réactions en chaîne dans la révélation publique des préférences privées, provoquer jusqu'à l'effondrement d'un régime en apparence solide (1991). Mais c'est à la sociologue allemande Renata Mayntz (1995) qu'est revenue la tâche de dégager d'une manière générale les principaux facteurs de l'imprévisibilité de phénomènes macrosociologiques comme les révolutions : elle insiste sur les effets de seuil, qui s'accompagnent souvent d'une non-linéarité des phénomènes, sur les processus d'amplification (*feedback* positif) et d'auto-renforcement, qui peuvent prendre la forme d'escalades et de ruptures d'équilibre ; elle met également en lumière la dépendance à l'égard des trajectoires suivies et l'importance des bifurcations auxquelles se trouvent alors confrontés les acteurs et les groupes.

On ne saurait en tout cas mieux faire ressortir le caractère illusoire des prévisions esquissées pour de tels phénomènes qu'en reprenant avec Mayntz la brillante formulation de William James : « Le passé est assez vaste pour que, à tout moment, tous les futurs imaginables, et bien plus encore, trouvent en lui leurs raisons d'être, et, quel que soit celui qui vient, il se glissera hors de ce passé aussi aisément que le train glisse sur l'aiguillage vers une autre voie »².

Ce n'est donc pas à la pertinence, au demeurant très improbable, du pronostic que se reconnaît la qualité d'une théorie des processus révolutionnaires, trop complexes pour faire l'objet de prévisions solides. Mais un tel constat ne doit pas inciter sociologues et politologues au découragement : il les invite plutôt, en les délivrant d'un faux problème, à se concentrer sur ce qui demeure leur objectif prioritaire, à savoir l'explication (et l'interprétation) de ces processus.

Les tentatives d'explication à l'examen desquelles nous allons désormais procéder présentent toutes un premier intérêt, indépendamment des critiques qui peuvent leur être adressées : l'idée de bifurcations possibles est désormais tenue pour acquise ; et celles-ci représentent des étapes cruciales dans les trajectoires suivies. Conformément à notre point de départ, les explications dont il sera ici question sont relatives aux « révolutions » de l'Europe de l'Est ; mais elles ont un objet plus spécifique, à savoir la « sortie » du communisme et les modes de transition qui l'accompagnent³.

Si stimulantes qu'elles puissent être, ces explications nous paraissent souffrir, quoique à des degrés divers, d'un défaut récurrent : la réintroduction plus ou moins accusée de ce que nous proposons d'appeler un « déterminisme implicite ». Le cas le plus saillant – car le plus extrême – est offert par une conception des tran-

¹ Ces termes sont repris dans le titre de son premier article consacré aux révolutions et significativement intitulé « Sparks and prairie fires: a theory of unanticipated political revolution » (1989).

² Ce passage est tiré de *The Meaning of Truth: A Sequel to 'Pragmatism'* (1909). Il est aisément accessible dans William James, 1987, p. 952, *Writings 1902-1910*, ed. B. Kuklick, The Library of America.

³ Nous retrouvons ici un des centres d'intérêt de Jacques Coenen-Huther, qui a donné lieu à deux ouvrages consacrés respectivement à la Pologne (1993) et à la Bulgarie (1996).

sitions, en vertu de laquelle celles-ci obéiraient à des trajectoires inscrites en quelque sorte *dès l'origine* dans les *préconditions* de ces processus : tout se passe comme si, par un postulat lourd de conséquences, on dotait les sociétés étudiées d'une propriété équivalente à la possession de « codes génétiques ». On renoue ainsi avec un projet intellectuel, intimement lié à la philosophie de l'histoire et aujourd'hui daté, qui visait à la recherche et, si possible, à l'établissement des lois du développement historique ; et il n'est pas surprenant qu'une telle perspective soit adoptée par des auteurs qui ont été profondément marqués par l'influence du marxisme, comme Claus Offe (1996). Le poids du passé paraît s'exercer sans contrepartie, et donc sans discontinuité ni surprise, dans cette vision de longue durée.

D'autres approches, qui pourraient de prime abord apparaître comme immunisées contre cette tentation du déterminisme, dans la mesure où elles sont plus sensibles aux « logiques » des acteurs, y succombent également, quoique d'une façon à la fois indirecte et plus masquée. Les bifurcations sont alors présentées sous la forme de choix « stratégiques », qu'auraient à effectuer des acteurs tenus, eux aussi, pour stratégiques, même si ce qualificatif n'est explicitement appliqué qu'aux choix. Il y a bien reconnaissance de la pluralité des résultats possibles, mais les alternatives décisives sont, pour ainsi dire, prédéterminées. De surcroît, parmi les différents parcours, un seul est de nature à assurer et à garantir la « transition démocratique » : de cette manière est préservée l'hypothèse risquée du « one best way ». Adam Przeworski nous offre une intéressante illustration de cette manière de voir dans son article significativement intitulé « The games of transition » (1992). Dans un cadre d'analyse qui reste proche de la transitologie classique, il y expose en particulier les principaux embranchements constitutifs, à ses yeux, de la phase dite de « libéralisation et par-là même les obstacles qui doivent être surmontés pour parvenir à la phase ultérieure de la transition, au sens strict.

Le schéma dont il est utile de rappeler les grandes lignes se présente comme on peut le voir à la page suivante⁴.

Comme le montre ce schéma, partisans de la libéralisation à deux reprises et élite de la société civile auraient à « décider » – Przeworski emploie le terme de façon répétée – dans le cadre d'alternatives bien tranchées ; et seul l'enchaînement des trois choix successifs dans le sens de l'ouverture, de l'organisation autonome de la société civile et de la réforme permettrait un passage réussi à la transition : celle-ci ne pourrait être engagée qu'à l'issue d'une seule et unique séquence historique de situations correspondant chacune à un choix stratégique.

L'idée que l'insurrection est susceptible éventuellement d'ouvrir une autre voie d'accès à la transition démocratique n'est pas discutée, ni même simplement évoquée ; et aucune attention n'est portée aux effets *non intentionnels* d'une pluralité de choix *hétérogènes*. L'idée de « jeux », annoncée dès le titre de l'article, ne se révèle guère opératoire dans ce contexte : les choix auxquels sont confrontés les acteurs sont à la fois ambigus et incertains ; et on ne peut ramener la multiplicité

⁴ « The games of transition », p. 112 (Fig. 1). Il convient de relever que Przeworski s'appuie, tout au long de ce texte, sur sa profonde connaissance de l'Amérique latine mais il fait également de fréquentes références aux événements survenus en Europe de l'Est.

des choix effectués par différents types d'agents à une simple alternative qu'auraient à trancher quelques acteurs stratégiques.

De telles difficultés sont assurément en partie surmontées quand, à la perspective de la transition et à ses connotations téléologiques, est substituée celle de la transformation. De surcroît est mise explicitement au service de cette perspective la problématique de la dépendance à l'égard des chemins suivis (*path dependence*) que recommandait Mayntz dans son article à visée épistémologique. Comme le soulignent Stark et Bruszt (1998), il ne serait plus possible, dans cette approche, de prétendre « calculer la destination finale » à partir de « l'impulsion » et de « la direction initiale » : la dépendance à l'égard du chemin devrait être dissociée de toute notion de « vecteur », au sens de cheminement orienté.

Les mérites de cette approche sont incontestables; mais il reste permis de se demander si toute tentative de déterminisme, plus précisément toute réintroduction subreptice du déterminisme, est, pour autant, définitivement écartée. Rappelons brièvement la démarche suivie par Stark et Bruszt, en tant que représentants autorisés de cette approche. Ils mettent légitimement l'accent sur la pluralité des transformations observables; ces transformations sont dues à deux facteurs essentiels, correspondant d'une part aux processus et aux voies par lesquels les sociétés d'Europe de l'Est se sont dégagées des systèmes autoritaires (*extrication*), d'autre part aux recombinaisons d'éléments du passé. La transformation originale que connaît chacun des pays étudiés résulte fondamentalement de la particularité du chemin suivi dans chaque cas, à laquelle est conféré l'essentiel du poids explicatif. Ce qui est ainsi maintenu en fait, c'est le caractère déterminant de la liaison entre la spécificité du point de départ de la « sortie » du communisme et celle du résultat. De l'indispensable mise en évidence de l'impact du passé sur le présent on glisse insensiblement à des propositions à connotation déterministe.

Il convient également d'ajouter que la problématique de la *path dependence* est parfois mise en œuvre de façon assez peu rigoureuse (à la différence de Stark et Bruszt): le risque est alors grand d'une rechute dans les facilités de l'analyse *régressive*, qui sélectionne les faits en fonction de ce que l'on connaît des résultats et vise uniquement à les faire converger vers ces supposés points d'aboutissement⁵.

Pour résumer notre appréciation globale en une formulation sans doute simplificatrice, les théoriciens de la « path dependence » ont été guidés par une intuition profondément juste, qui les a conduits à souligner l'importance des voies spécifiques suivies par les sociétés d'Europe de l'Est; mais peut-être ont-ils été souvent obsédés à l'excès par les différences entre les résultats ou les aboutissements – peut-être provisoires – observables ici et là. Il nous semble qu'on reste fidèle à leur intention première en accordant la priorité à l'*enchaînement* des processus; mais pour penser cet enchaînement qui, tout particulièrement dans les périodes révolutionnaires, n'est pas d'une intelligibilité immédiate, il convient de privilégier, non pas les résultats eux-mêmes, mais les mécanismes sous-jacents aux processus qui y conduisent. En ce sens, cette dernière partie peut être considérée comme une « défense et illustration » de l'analyse des mécanismes, même si celle-ci exige en principe et appelle dans l'avenir des formes plus élaborées.

Tel ou tel des mécanismes qui vont être brièvement évoqués peuvent en effet apparaître comme relativement grossier. De plus, ce sont des mécanismes relatifs à la mobilisation, dont il ne faut pas, en dépit d'affirmations quelquefois présomptueuses, surestimer la portée: nous ne remonterons pas ici jusqu'au niveau synthétique, à savoir celui de l'interaction entre les décisions (ou l'indécision) du pouvoir et les processus de mobilisation, qui seul autoriserait une vision globale; mais cette interaction complexe ne peut être reconstruite qu'à partir d'une démarche *analytique*, isolant momentanément les dimensions pertinentes, dont une seule, celle de la mobilisation, sera ici prise en compte.

⁵ On pourra se reporter, pour un examen critique plus approfondi de la « transitologie », à l'article de Michel Dobry (2000), dont la lecture a conforté le point de vue exprimé dans cette seconde partie.

Le premier mécanisme auquel nous ferons référence consiste en une simple application des « modèles de seuil » (*threshold models*) à des mobilisations surveillées dans des périodes de basculement révolutionnaire. La conception générale des « modèles de seuil du comportement collectif » a été clairement exposée par Mark Granovetter (1978) : les individus sont confrontés à un choix entre deux options, avec des bénéfices éventuels dépendant, pour chacune des options, du nombre d'agents (en plus de l'individu de référence) qui la choisissent. A chaque individu est associé un seuil (*threshold*) spécifique, qui désigne le nombre d'agents devant préalablement s'être engagés en faveur de l'une des options avant que l'individu en question ne fasse lui-même ce choix. Pour une distribution de seuils donnée (en termes de fréquence), un processus cumulatif est susceptible de se mettre en place, en vertu duquel le choix par des agents (voire un agent) d'une option donnée entraîne une décision identique de la part d'autres individus dont le seuil est atteint et qui vont à leur tour pousser vers ce même choix des individus supplémentaires : on est alors en présence de réactions en chaîne, qui ne s'interrompent que lorsqu'un nouvel équilibre est atteint.

Un tel modèle a été sans difficulté transposé à la situation est-allemande de 1989 : l'alternative à laquelle les acteurs sont confrontés est celle de la passivité ou au contraire de la protestation, et la nature du régime rend initialement plus improbable cette dernière, compte tenu des risques assumés et donc des coûts importants qu'implique la répression politique, doublée de la surveillance policière. On peut concevoir qu'avec un développement massif de la mobilisation, le risque encouru pour chacun des participants tende fortement à s'affaiblir ; mais il faut encore que le processus soit enclenché, ce qui n'est envisageable que s'il existe un pourcentage minimal de personnes avec des seuils très bas, et qu'ensuite il se développe sous la forme d'une « cascade », ce qui n'est possible qu'avec une structure des incitations devenant plus favorable à la protestation, sous l'effet notamment d'une modification du contexte dans lequel chaque acteur a à prendre sa décision. Or ces conditions ont été réunies lors des manifestations de Leipzig, selon Prosch et Abraham (1991) et Braun (1994) qui s'efforcent d'en rendre compte à partir de « modèles de seuil ».

En fait la logique du « modèle de seuil » n'est applicable, comme le rappelle Braun à la suite de Opp (1991), qu'à la phase ascendante des manifestations de Leipzig, c'est-à-dire jusqu'à l'imposant rassemblement de près de 500 000 personnes le 6 novembre avant la chute du mur de Berlin. Et la prudence de Braun l'amène à souligner au terme de son analyse que la correspondance d'un modèle élémentaire de seuil avec les données observées n'implique nullement que ce type de modèle suffise à expliquer la participation croissante, dans cette période, aux manifestations de Leipzig (1994, p. 499).

On ne peut que se rallier à cette sage conclusion ; mais nous voudrions la compléter par deux observations. La première a pour objet d'écarter une critique caricaturale parfois faite à de semblables applications du modèle : il n'est nullement fait appel ici à des comportements « moutonniers », mais bien plutôt à des conduites analysables en termes de « choix rationnel » ; le processus repose sur l'*interdépendance* des actions individuelles, et non sur l'imitation mécanique des uns par les autres. Il convient de bien dégager la logique qui est au principe de la « cascade », avant de formuler d'éventuelles critiques sur le caractère relativement étroit de la perspective d'analyse sous-jacente. La seconde consiste dans le rappel

d'une évidence : il s'agit bien d'une tentative de dégager un mécanisme fondé sur l'*enchaînement* des actions en un processus complexe, que l'on parle de réactions en chaîne, de cascade, voire d'un processus en forme de boule de neige. Or – et nous retrouvons là le fil majeur de notre propos – un tel enchaînement n'a pas besoin d'un puissant « moteur », si l'on peut risquer cette métaphore, ni de beaucoup d'énergie ou de combustible. Il suffit d'une très légère modification dans la structure des incitations pour que la « cascade » se développe : c'est dire le rôle que peut jouer un « petit événement » dans la mesure où il affectera le contexte de l'action et, indirectement, entraînera un modeste, voire marginal, déplacement, des incitations dans un sens favorable à la protestation.

Timur Kuran met tout particulièrement l'accent – on y a fait allusion dans la première partie – sur les immenses conséquences qui peuvent résulter d'un événement externe et minime, si ce dernier sert en quelque sorte de déclencheur ou, si l'on préfère, de catalyseur à un développement soudain et, par-là, surprenant d'une mobilisation « révolutionnaire ». La logique du modèle est fondamentalement la même que dans le cas précédent : les seuils correspondent ici au degré d'opposition manifeste requis pour que les personnes s'engagent dans la mobilisation. Kuran souligne explicitement qu'une variation mineure dans la distribution des seuils, en particulier des seuils peu élevés, est susceptible de provoquer une croissance brusque et rapide de l'opposition publique. Mais il introduit un facteur complémentaire avec la distinction entre les préférences privées (qui sont les *vraies* préférences) et les préférences exprimées publiquement (et éventuellement mensongères) ; et c'est ce qui nous autorise à parler d'un second mécanisme. Dans le cadre d'un régime totalitaire, les individus tendent en effet, par crainte de la répression, à dissimuler leurs préférences (*preference falsification*) ; selon le langage des dissidents, et en particulier de Vaclav Havel, la confrontation à un univers officiel, fondé sur « le mensonge » et coupé ainsi de « la vérité », était une expérience cruciale sous ce type de régime. Mais pour peu que les circonstances changent, la pression dans le sens de la *révélation des vraies préférences*, qui vont majoritairement à l'opposition, même si c'est à des intensités plus ou moins marquées, s'exerce pleinement. En ce sens, s'engager dans l'opposition c'est déclarer publiquement ses véritables préférences : le choix de la protestation apparaît donc comme fondé sur des *raisons fortes*. Par rapport au premier mécanisme, la dynamique reste formellement la même, mais cette fois le processus a, pour ainsi dire, un moteur, puisqu'il est « alimenté » par la révélation progressive des préférences effectives. Ainsi s'expliquerait la propagation soudaine et massive de la protestation, au cours de laquelle un grand nombre d'acteurs montent successivement dans le « train révolutionnaire » (*revolutionary bandwagon*).

Le modèle élaboré par Kuran est indiscutablement ingénieux : il constitue une version enrichie des « modèles de seuil », aux potentialités explicatives plus affirmées. Il n'en présente pas moins quelques limites. Tout d'abord Kuran paraît commettre l'imprudence, signalée au début de cette partie, de ramener une révolution à une « mobilisation révolutionnaire » réussie, c'est-à-dire de ne pas tenir compte de son caractère pluridimensionnel. Ensuite – et on touche ici au cœur du modèle – il propose une représentation des processus de mobilisation qui ne rend pas justice à leur éventuelle complexité ; selon l'image qui en est ici donnée, la mobilisation s'épuise avec la révélation des vraies préférences, alors qu'elle est en fait susceptible de rebondir et de repartir dans d'autres directions. Le

postulat du caractère *fixé* des préférences privées se révèle lourd de conséquences, au moins pour des situations révolutionnaires instables et fluides, dans le cadre desquelles les voies possibles d'action font l'objet de redéfinitions par les acteurs sociaux. De ce fait, les « vraies » préférences qui ont pu être révélées progressivement entre t_0 (démarrage de la mobilisation) et t_1 (apogée de la protestation) peuvent être remises en cause en t_2 (réorientation de la mobilisation). Et ce cas de figure n'est pas purement théorique; on peut observer un tel déplacement des « vraies » préférences au cours des manifestations de Leipzig : alors qu'en octobre et au début de novembre elles vont nettement à la « démocratisation » de l'Allemagne de l'Est, elles se réorientent à partir de la fin novembre et en décembre dans le sens de la réunification, avant même que ne change profondément la composition des manifestants de Leipzig; les manifestations sont sans doute moins suivies et davantage traversées de désaccords mais s'y font déjà sentir les premiers signes du « tournant dans le tournant » et du passage de la révolution « citoyenne » à la révolution « nationale »⁶.

Nous nous bornerons ici à ces deux types d'application des « modèles de cascade », même s'il est à noter qu'un examen plus complet exigerait la discussion du modèle construit par Suzanne Lohmann, qui s'est efforcée de retraduire les phénomènes de cascade dans la perspective de la théorie du « signal » et de l'acquisition d'informations (*informational cascade model*)⁷. Le troisième mécanisme, que nous abordons maintenant, est d'une toute autre nature, puisqu'il repose sur la conjonction inhabituelle de deux mécanismes distincts, à savoir la *défection* (exit) et la prise de parole (*voice*). On aura reconnu les deux modes d'expression d'un mécontentement à l'égard d'un produit ou – surtout – d'une organisation qu'Albert Hirschman distinguait dans l'ouvrage précisément consacré à la présentation de ces deux mécanismes et de leur portée empirique (1970; tr. fr. 1972, 1995). Selon la conception qui était alors esquissée et qui sera maintenue dans des ouvrages ultérieurs, la défection tend à affaiblir et même à saper les possibilités de prise de parole, de sorte que s'instaure entre l'une et l'autre un véritable « jeu de bascule »: les deux mécanismes sont posés comme s'excluant mutuellement. Or c'est justement cette proposition centrale que l'observation des événements d'Allemagne de l'Est en 1989 a amené Hirschman à mettre en cause. Dans la situation créée par l'existence des deux Allemagnes, la défection a pris la forme de l'émigration vers l'Allemagne de l'Ouest; et pendant près de quarante ans, elle a servi, même après la construction du mur de Berlin, de soupape de sûreté empêchant l'émergence d'une prise de parole vigoureuse. Mais la situation change dans le cours de l'année 1989: comme le montre Hirschman dans le brillant article qu'il a consacré à ce sujet (1995), la défection perd son caractère de décision privée pour revêtir une dimension publique et sert, à travers la cristallisation d'une opposition à la revendication des *Ausreiser* (ceux qui désirent partir), de catalyseur à la prise de parole de ceux qui veulent rester (*Bleiber*) et, du moins dans une première phase, changer de l'intérieur la République démocratique alle-

⁶ Pour une analyse plus précise de cette réorientation de manifestations de Leipzig, nous nous permettrons de renvoyer le lecteur à notre article de l'*Année sociologique* (2002).

⁷ Cela paraît d'autant moins indispensable ici que le brio dont témoigne Suzanne Lohmann dans l'exposé technique de son modèle n'est pas accompagné d'une égale habileté dans l'analyse empirique de la réalité est-allemande.

mande. La défection ne se limite pas seulement à donner une impulsion à la prise de parole, elle se poursuit pendant tout l'automne 1989, pendant que les manifestations deviennent de plus en plus massives à Leipzig et se diffusent dans d'autres centres urbains, tout au moins jusqu'au début novembre. Les deux processus se poursuivent indépendamment mais ils exercent conjointement des effets destructeurs sur la République démocratique allemande, dont ils provoquent, selon Hirschman, la disparition. Hirschman reste sur ce point fidèle à la logique de son modèle général : dans la mesure où défection et prise de parole constituent, chacun individuellement et *séparément*, un mécanisme susceptible de remédier à la dégradation constatée dans un produit, un service ou une organisation, on peut concevoir que la présence *conjuguée* de l'une et de l'autre forme, en quelque sorte, un mélange explosif, aboutissant à la ruine d'une organisation complexe, tel qu'un régime politique.

Bien que l'effondrement de la R.D.A. apporte une caution empirique à l'argument d'Hirschman, on est cependant en droit de s'interroger sur sa portée générale. Pour se contenter ici d'une allusion sommaire à la Révolution française, on se souvient que le manifeste de Brunswick, rédigé sous la pression des émigrés de Coblenz, eut pour conséquence de susciter une intense mobilisation populaire et patriotique et par-là même de renforcer, au moins pour un temps, le régime révolutionnaire. Il semble qu'une distinction cruciale doive être opérée entre, d'une part, ceux qui, portés par une volonté de retour, perçoivent l'émigration comme un remède temporaire (les émigrés de la Révolution française) et, d'autre part, ceux qui y voient une solution définitive, en tout cas durable, à leurs difficultés (les *Ausreiser* d'Allemagne de l'Est). Si notre intuition est juste, on mesure – encore une fois – à quel point le résultat, c'est-à-dire l'issue du processus, doit être relativisé ; et c'est pourquoi on retiendra davantage de l'analyse d'Hirschman la mise en évidence d'un mécanisme complexe, fondé sur la conjonction de la défection et de la prise de parole, que ses effets potentiellement destructeurs.

Nous voudrions, pour terminer, nous intéresser à un dernier type de mécanisme, qui n'est peut-être pas aussi clairement identifié mais dans lequel la dimension cognitive joue un rôle essentiel. Nous raisonnerons, conformément à l'usage dans la littérature sur la mobilisation, en termes de *cadres cognitifs*, qui sont susceptibles, dans la mesure où ils sont largement partagés, d'orienter la mobilisation dans une direction déterminée et ainsi d'accroître son ampleur. C'est d'autant plus vrai qu'ils peuvent être condensés en des formules constituant un fort symbole de ralliement. Ainsi le slogan « Nous sommes le peuple » (*Wir sind das Volk*), repris en chœur lors des manifestations de Leipzig, a contribué à porter à un haut degré d'intensité la mobilisation *contre* le régime communiste, puisqu'il impliquait une délégitimation radicale de la prétention du SED au monopole de la représentation du peuple ; à travers lui et par lui s'est exprimée une capacité d'ébranlement du régime existant. Le cadre cognitif organisé autour de ce slogan est ainsi devenu, dans un contexte de dénonciation et de refus, momentanément prégnant, d'autant plus qu'il s'est élargi, à partir de la question de la légitimité, à des considérations morales. Et pourtant, en dépit de la revendication globale de démocratie qui le caractérisait, il comportait une sérieuse faiblesse : il ne proposait pas avec assez de netteté les objectifs qu'aurait dû viser une mobilisation *pour* une réforme en profondeur de la société est-allemande ; les voies d'action à court et à moyen terme sont restées en effet mal définies et incertaines. Le même cadre

cognitif qui s'est imposé sous l'effet d'une adhésion enthousiaste s'est révélé, quelques semaines plus tard, friable. L'on comprend dès lors pourquoi la perspective de la réunification a pu gagner rapidement du terrain et pourquoi un nouveau slogan, « Nous sommes *un peuple* » (*Wir sind ein Volk*) a, en un laps de temps assez court, même si ce n'est pas, cette fois, sans division ni rejet, conquis la prééminence. D'une manière plus générale, on voit – et c'était l'objet de notre propos – que l'attention portée aux cadres cognitifs permet d'éclairer, fut-ce partiellement, les flux et les reflux, voire les réorientations de la mobilisation dans un contexte révolutionnaire.

Parvenu au terme de cette esquisse de bilan, nous voudrions affirmer à nouveau que le caractère plus ou moins imprévisible des révolutions n'interdit nullement de procéder à leur analyse sociologique, visant prioritairement à en proposer des *explications*: cet impératif demeure fondamental, même quand, comme dans ce type de phénomène, l'explication ne va plus de pair avec la prédiction. Notre examen nous a conduit à soutenir qu'une explication pertinente ne consiste pas à découvrir des déterminismes plus ou moins cachés mais à mettre en évidence des mécanismes sous-jacents aux processus révolutionnaires. Ce faisant, le sociologue ne peut se satisfaire de l'étude des causes (conditions) des révolutions d'une part, de leurs conséquences de l'autre, il doit se confronter à ce qui se passe *pendant* une révolution; et c'est en ce sens que les mobilisations revêtent une importance majeure, même s'il ne faut pas en faire la seule dimension pertinente. La succession des événements qui jalonnent une révolution peut être retracée dans la *singularité* d'un récit; mais le sociologue a une autre ambition, consistant à penser l'*enchaînement* des processus sous-jacents. Une telle démarche est de nature à le prémunir contre une forme subreptice – car apparemment anodine – de relativisme cognitif, qui réduirait le cours de chaque révolution à une « chronique » singulière et, en guise de tableau global, ne fournirait qu'une juxtaposition incohérente de récits enfermés dans leur spécificité. Le sociologue se doit de résister à cette vision appauvrie et, à cet égard, la recherche de mécanismes peut constituer un sérieux antidote.

Université de Paris-Sorbonne (Paris-IV)

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Braun, N. (1994), « Das Schwellenmodell und die Leipziger Montagsdemonstrationen », *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 46, 492-500.
- Chazel, F. (2002), « La place de la mobilisation dans une révolution inattendue : l'effondrement de l'Allemagne de l'Est », *L'Année sociologique*, 52, 183-216.
- Coenen-Huther, J. et Synak, B. (eds), (1993), *Post-Communist Poland: From Totalitarianism to Democracy?* New York, Nova Science Publishers.
- Coenen-Huther, J. (ed.) (1996), *Bulgaria at the Crossroads*, New York, Nova Science Publishers.
- Dobry, M. (2000), « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de *path dependence* », *Revue française de science politique*, 50, 585-614.

- Goldstone J. (1995), « Why we could (and should) have foreseen the revolutions of 1989-1991 in the U.S.S.R. and Eastern Europe » in : N. Keddie (ed.), *Predicting Revolutions*, New York University Press, 39-64.
- Granovetter, M. (1978), « Threshold Models for Collective Behavior », *American Journal of Sociology*, 83, 1420-1443.
- Granovetter, M. et Soong R. (1983), « Threshold models of diffusion and collective behavior », *Journal of Mathematical Sociology*, 9, 165-179.
- Hirschman, A. (1970), *Exit, voice and loyalty*, Cambridge, Harvard University Press, (trad. fr. : 1972, 1995)
- Hirschman, A. (1995), « Défection et prise de parole dans le destin de la République démocratique allemande » dans *Un certain penchant à l'autosubversion*, Paris, Fayard, chap. 1, 19-68.
- James W. (1987), *Writings 1902-1910*, ed. B. Kuklick, The Library of America.
- Keddie, N. (1995), « Can Revolutions be predicted? Can their causes be understood? » in : Keddie (ed.), *Predicting Revolutions*, New York, New York University Press, 3-26.
- Kuran, T. (1989), « Sparks and prairie fires: A theory of unanticipated political revolution », *Public Choice*, 61, 41-74.
- Kuran, T. (1991), « Now out of never: The element of surprise in the East European Revolution of 1989 », *World Politics*, 44, 7-48.
- Kuran, T. (1995), *Private truths, public lies. The social consequences of preference falsification*, Cambridge, Harvard University Press.
- Lohmann, S. (1994), « Dynamics of informational cascade: The Monday demonstrations in Leipzig, East Germany, 1989-91 », *World Politics*, 47, 42-101.
- Mayntz, R. (1995), *Historische Überraschungen und das Erklärungspotential der Sozialwissenschaft*, Heidelberg, C.F. Müller Verlag.
- Offe, C. (1996), *Varieties of transition*, Cambridge, Polity Press.
- Opp, K. D. (1991), « DDR '89. Zu den Ursachen einer spontanen Revolution », *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 302-321.
- Prosch, B. et Abraham, M. (1991), « Die Revolution in der DDR. Eine strukturell-individualistische Erklärungsskizze », *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 43, 291-301.
- Przeworski, A. (1992), « The Games of transition » in S. Mainwaring, G. O'Donnell, S. Valenzuela (eds.), *Issues in Democratic Consolidation*, Notre-Dame, Indiana, University of Notre-Dame Press, 105-152.
- Stark, D. et Bruszt, L. (1998), *Postsocialist pathways: Transforming politics and property in East Central Europe*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Tarrow, S. (1991), « Aiming at a moving target »: Social science and the recent rebellions in Eastern Europe », *PS: Political Science and Politics*, 12-20.